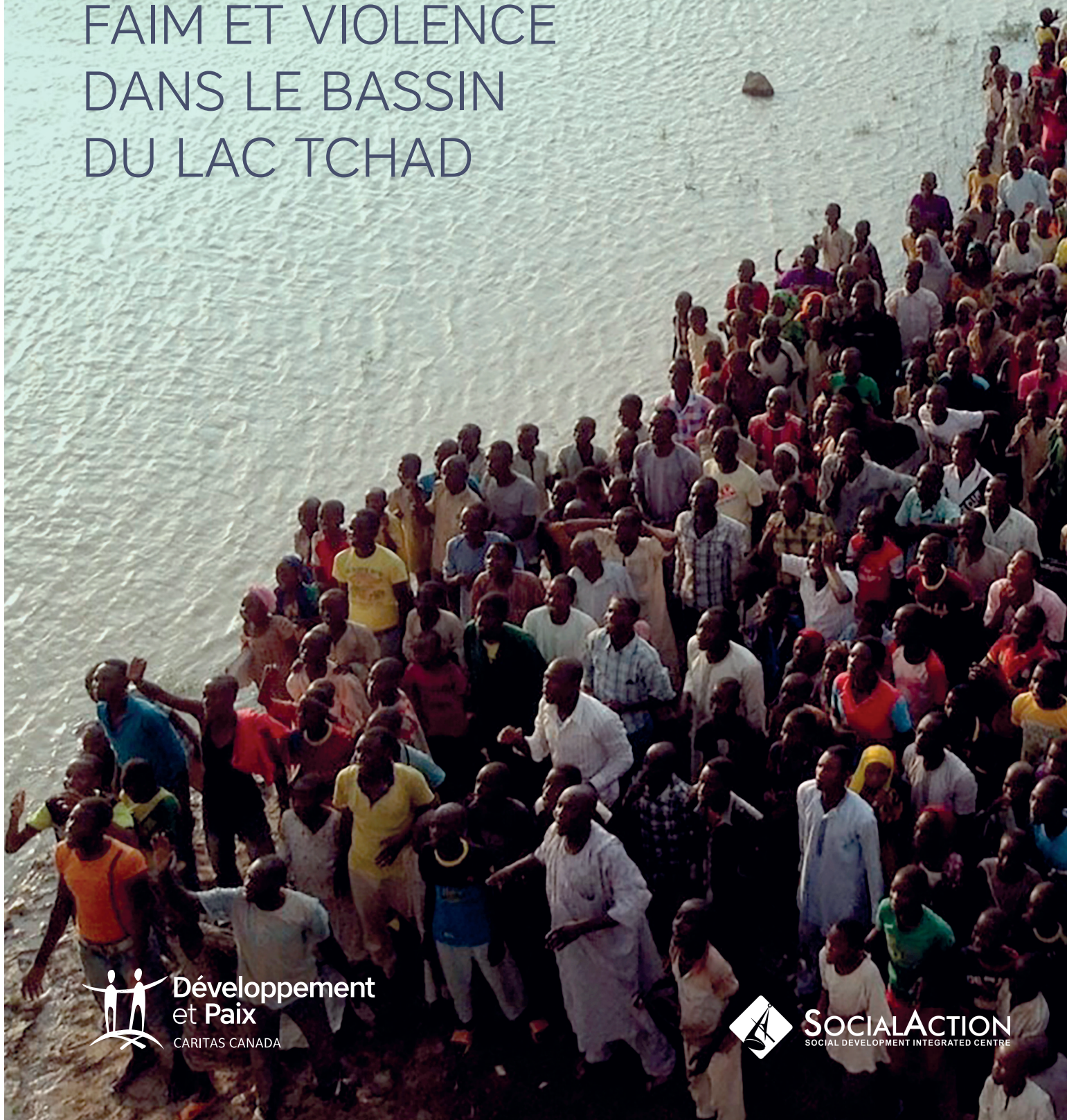


POINT DE RUPTURE : CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAIM ET VIOLENCE DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD



Développement
et Paix
CARITAS CANADA



SOCIALACTION
SOCIAL DEVELOPMENT INTEGRATED CENTRE



1425, Boul. René-Lévesque Ouest, 3^e étage
Montréal (QC) H3G 1T7 CANADA
devp.org

Numéro d'organisme de charité: 1 1882 9902 RR0001



33, Oromineke Layout, Off Emekuku Street,
D-Line, Port Harcourt, NIGÉRIA
saction.org

Centre national de plaidoyer :
20 Yalinga Street, Wuse 2, Abuja, FCT, Nigeria

Rien ne va plus dans le bassin du lac Tchad, où les insurgés islamistes de Boko Haram ont provoqué une importante catastrophe humanitaire, notamment dans le nord-est du Nigeria. Le présent rapport, produit par le Centre intégré de développement social (Social Action) et Développement et Paix – Caritas Canada, est le fruit de trois ans d'engagement auprès de personnes déplacées, de militantes et de militants locaux, de journalistes, d'universitaires et de responsables gouvernementaux dans les États de Borno et d'Adamawa, au Nigeria. Il relate de la crise engendrée par Boko Haram, et plus particulièrement des conditions sous-jacentes qui ont facilité la croissance de l'extrémisme violent dans cette région. En effet, avant même l'arrivée de Boko Haram, les changements climatiques et des interventions de l'État pour stimuler le développement ont entraîné des transformations écologiques défavorables ayant contribué à l'appauvrissement et aux déplacements massifs de populations.

Le présent rapport donne une voix aux victimes du conflit, en particulier aux femmes et aux membres les plus vulnérables des communautés qui, comme elles, ont été traumatisés par la faim, les viols et l'incertitude quant à l'avenir de leurs enfants. L'urgence d'agir que ces personnes décrivent est amplifiée par le conflit persistant qui se déroule en trame de fond. Au-delà des défis immédiats pour résoudre la crise humanitaire dans la région, ce rapport met en lumière l'importance de la justice écologique pour les victimes des changements climatiques ainsi que des échecs nationaux et multilatéraux en matière de développement. Les interventions militaires arriveront peut-être à contenir l'insurrection de Boko Haram, mais il faudra des années pour résoudre la catastrophe humanitaire qui sévit dans la région. De surcroît, les solutions à l'appauvrissement ne fonctionneront que si elles prévoient également des mesures pour faciliter l'adaptation aux changements climatiques.

Remerciements

Le présent rapport a été rédigé par Isaac « Asume » Osuoka et Abdulkareem Haruna. Isaac Botti, Vivian Bellonwu, Khoudia Ndiaye, Geneviève Talbot et Raphaël Yimga Tatchi ont apporté un soutien à la recherche et à la rédaction.

Le contenu du présent rapport se fonde sur des activités d'observation et de plaidoyer menées par l'organisation Social Action dans le cadre de son travail pour promouvoir la justice écologique au Nigéria, un effort appuyé par Développement et Paix – Caritas Canada.

Photos : Développement et Paix – Caritas Canada ; Abdulkareem Haruna et Social Action

Sigles et acronymes

- CDBA** Autorité de développement du bassin du lac Tchad (Chad Basin Development Authority)
- CBLT** Commission du Bassin du Lac Tchad
- FOIM** Force opérationnelle interarmées multinationale
- FOIC** Force opérationnelle interarmées civile
- PDI** Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
- PITS** Projet d'irrigation du Tchad Sud
- PNUD** Programme des Nations unies pour le développement
- PNUE** Programme des Nations unies pour l'environnement
- UNICEF** Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Table des matières

- 4 Remerciements
- 4 Sigles et acronymes
- 7 Mise en contexte des enjeux
- 10 Recommandations
- 12 Changements climatiques, développement et catastrophes écologiques
- 15 Une armée de chômeurs : entre la faim et l'émergence de Boko Haram
- 22 Rebâtir les communautés et les vies
- 23 Conclusion

Mise en contexte des enjeux

Mort et destruction dans le nord-est du Nigéria

Exécutions brutales, enlèvements et viols de jeunes filles et de femmes, déplacements massifs et famine. Voilà la triste réalité qui sévit dans certaines régions du bassin du lac Tchad en raison de la crise provoquée par Boko Haram. Le groupe a vu le jour à la suite d'un massacre de civils sans défense perpétré en 2009 par les forces de sécurité nigérianes dans la ville de Maiduguri, au nord-est du Nigéria. Des protestations menées par le groupe islamique *Jama'atu Ahli es Sunna Lidda'awati wal-Jihad* (communément appelé Boko Haram), en partie suscitées par cette tragédie, se sont transformées en rébellion armée dans le nord-est du pays. Cette rébellion s'est ensuite étendue au Niger, au Tchad et au nord-ouest du Cameroun, des régions qui bordaient autrefois le lac Tchad.

Au cours des dernières décennies, le bassin du lac Tchad a subi d'importants changements écologiques qui se sont traduits par l'assèchement quasi total du lac et qui ont eu des répercussions négatives sur les moyens de subsistance et les mouvements migratoires. Ajoutons à cela des millions de jeunes appauvris, amassés dans des villes dominées par la corruption gouvernementale, et toutes les conditions étaient réunies pour faire surgir le mécontentement populaire. Aujourd'hui, l'interaction d'insurgés de Boko Haram, de militaires nationaux, de groupes de miliciens armés et d'organisations humanitaires internationales dans le bassin du lac Tchad, combinée à d'importants désordres écologiques, a créé une dynamique complexe qui se répercute sur les droits de la personne, les rôles des femmes et des hommes, les mouvements de population, la sécurité alimentaire et les fonctions du gouvernement.

« [...] avant l'arrivée de Boko Haram, il y avait déjà des déplacements massifs de population dans le nord-est du Nigéria. »

Résident de Maiduguri, état de Borno.



Plus de vingt mille personnes ont été tuées dans le conflit mené par Boko Haram, la plupart par le groupe lui-même. Ce dernier est d'ailleurs classé premier au monde parmi les groupes terroristes les plus meurtriers en 2015¹. Le conflit a engendré l'une des pires catastrophes humanitaires en cours sur la planète, touchant environ sept millions de personnes dans quatre pays. Ces personnes dépendent essentiellement de l'aide humanitaire car, dans les régions affectées, les activités agricoles ont dû être interrompues et le pillage de bétail est fréquent.

En 2019, environ deux millions de personnes étaient toujours déplacées dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe au nord-est du Nigéria. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et leurs hôtes vivent avec la menace constante d'attaques de groupes militants, d'attentats-suicides à la bombe et de famine dans les camps pour PDI et les communautés d'accueil.

Bon nombre de personnes déplacées sont des femmes et des enfants qui subissent diverses formes de privation. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a estimé que plus de 400 000 enfants risquaient de mourir de faim en 2018². Même si les interventions humanitaires nationales et internationales se sont améliorées ces dernières années, l'UNICEF considérait que la crise humanitaire dans le nord-est du Nigéria était la plus sous-financée du monde en 2017.

Les populations installées dans divers camps dénoncent l'insécurité alimentaire continuelle. Plusieurs personnes ont rapporté le détourne-

On retrouve de nombreuses villes fantômes dans le nord-est du Nigéria, les résidentes et résidents ayant fui la violence de Boko Haram.

ment de denrées par des agents sous-payés et corrompus³. En raison de l'insuffisance de nourriture, de médicaments et d'autres fournitures, de nombreuses personnes déplacées meurent dans les camps. Durant les seuls mois de mai et juin 2016, au moins 1 200 tombes ont été creusées près d'un camp pour personnes déplacées dans la ville de Bama, à 75 km de Maiduguri, la capitale de l'État de Borno. Dans ces tombes se trouvent les dépouilles de personnes qui, ayant fui la violence de Boko Haram, ont fini par succomber à la faim et à la maladie.

L'aspect écologique du conflit : changements climatiques, barrages et déplacements forcés

Le conflit dans le bassin du lac Tchad pourrait représenter le premier conflit international d'importance étant lié aux changements climatiques. Jadis, l'un des plus grands réservoirs d'eau d'Afrique, le lac Tchad, assurait la survie de millions d'habitants des quatre pays regroupés dans son bassin. En raison d'une combinaison de catastrophes écologiques, dont des sécheresses causées par le réchauffement climatique et la mauvaise exécution de projets de barrages et d'irrigation, le lac Tchad avait presque entièrement disparu en 2010, ce qui a engendré des répercussions graves sur les moyens de subsistance locaux, les mouvements migratoires et les dynamiques de conflits. Comme l'a fait remarquer un résident de Maiduguri, dans l'État de Borno, « avant l'arrivée de Boko Haram, il y avait déjà des déplacements massifs de population dans le nord-est du Nigéria ».

Les personnes déplacées sont aux prises avec des pénuries de nourriture et de biens de première nécessité.



Mon père, Alhaji Buba Idrisa, était un pisciculteur et un marchand réputé à Baga. Enfant, je savais déjà que la vie était bonne au lac Tchad. J'accompagnais mon père lors de ses sorties de pêche sur la rivière. Les prises étaient bonnes et nous n'avions jamais besoin de faire trop d'efforts pour pêcher de gros poissons. Mais au fil des ans, durant la période où le président Buhari était à la tête du régime militaire (1983-1985), nous avons commencé à devoir aller plus loin pour pêcher. Mon père me disait que les eaux se tarissaient, car les pluies se faisaient plus rares que dans le passé. Même si je ne comprenais pas bien ce qu'il me disait, je me souviens que les temps étaient difficiles. Plus tard, des conflits sont survenus entre les agriculteurs et les pêcheurs, et même les éleveurs de bétail. J'ai alors su que certains de mes frères qui étudiaient à Monguno rentraient à la maison. Mon père disait qu'il n'avait plus d'argent pour financer leurs études. Ils sont revenus et se sont joints à nos efforts pour trouver du poisson. Mais après un certain temps, quelques-uns de mes frères ont dû quitter la maison, car ils ne pouvaient plus supporter ces difficultés. Mon père les a encouragés à chercher du travail ou un gagne-pain ailleurs. À cause des conflits incessants dans la région, particulièrement avec les populations du Tchad, nous avons déménagé à Maidugari après le décès de mon père. J'ai dû me résoudre à faire un petit commerce de poisson. Je ne pouvais pas gagner autant d'argent que mon père à l'époque où j'étais petite. Aujourd'hui, je suis mariée et j'ai sept enfants.

Mallam Idi Idrisa, 46 ans. Commerçante déplacée, originaire de Baga, État de Borno. Propos recueillis à Maiduguri.



« J'ai sept enfants et je n'ai pas les moyens de les envoyer à l'école. Mon mari et mon fils ont été tués devant moi. Ici, il n'y a pas de terre à cultiver. »

Recheal Musa, 50 ans. Cette mère a été forcée de quitter la ville de Monguno, dans l'État de Borno, et réside maintenant dans le camp pour PDI de Maiduguri.

Les changements écologiques au Sahel ont eu pour effet, entre autres, d'augmenter les affrontements violents entre les bergers et les agriculteurs à mesure que le bétail migrait vers le sud pour trouver des pâturages. Dans le nord-est du Nigéria, l'assèchement graduel du lac Tchad sur quatre à six décennies a engendré une pauvreté généralisée et une diminution des perspectives offertes aux populations, favorisant ainsi les conversions à l'extrémisme violent de Boko Haram. De plus, la perte du lac Tchad a permis aux insurgés de Boko Haram de franchir librement les frontières des quatre pays dans les régions auparavant enfoncées sous le lac.

Privations et violences subies par les femmes, les filles et les enfants

Les femmes sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques et au conflit créé par Boko Haram. Quatre-vingts pour cent de toutes les personnes déplacées dans le nord-est du Nigéria sont des femmes et des enfants qui ont subi diverses formes de violence et de violations de leurs droits. Boko Haram a kidnappé des centaines de jeunes filles, les soumettant à des mariages forcés, des viols ou de l'escla-

vage sexuel. Certaines des filles qui ont subi des violences sexuelles ont réussi à s'échapper, souvent avec des enfants nés en captivité. Certaines retournent chez elles porteuses de maladies, dont le VIH, et font face à la stigmatisation et à une vulnérabilité accrue du fait d'être mère, le tout dans un contexte de déplacements répétés. En raison des pénuries associées aux déplacements de population, nombre de femmes et d'enfants se résignent à mendier dans la rue ou à se prostituer pour survivre⁴.

Le besoin urgent d'apaiser la faim est compliqué par le manque d'accès à l'eau potable et aux sources d'énergie pour faire cuire les aliments. Les femmes et les filles, en particulier, subissent des pressions pour trouver le bois de feu nécessaire à la préparation des repas. Bien que les organismes d'aide fournissent des céréales pour s'alimenter, l'accès à des combustibles pour la cuisson demeure problématique. Exception faite de la vente de grains pour acheter du bois, la quête pour le bois de feu place les femmes et les filles à risque d'être exploitées sexuellement, y compris par les membres des forces de sécurité nationale selon Amnesty internationale⁵.

Recommandations

1. Justice écologique : investir dans l'adaptation aux changements climatiques

Les changements climatiques sont la principale cause des problèmes écologiques et sociaux observés dans le bassin du lac Tchad et la région du Sahel. Pour être durable, toute solution à la pauvreté et aux conflits doit s'ancrer dans une stratégie d'adaptation aux changements climatiques. Les gouvernements fédéraux, étatiques et locaux, ainsi que les organisations nationales et internationales, doivent prendre des engagements plus fermes pour adapter l'agriculture et le pastoralisme locaux aux conditions météorologiques actuelles. Les efforts de revitalisation écologique doivent notamment porter sur la gestion de l'eau dans le bassin du lac Tchad. Plus particulièrement, de nouvelles mesures de gestion de l'eau devraient être mises en place pour dédommager les populations qui ont perdu leurs terres et leurs moyens de subsistance en raison de projets de barrages ou d'irrigation antérieurs.

Si le lac Tchad est revitalisé et les moyens de subsistance rétablis, les conflits entre les éleveurs et les communautés agricoles s'amenuiseront. L'amélioration des moyens de subsistance locaux, amenée par la revitalisation écologique du bassin du lac Tchad, favorisera la participation économique des jeunes hommes et réduira l'attrait des sectes extrémistes et des cultes religieux.

Dettes écologiques : Il y a lieu de transformer le discours international au sujet du bassin du

lac Tchad et de la région du Sahel pour qu'il soit moins centré sur une perspective d'aide et qu'il s'articule davantage autour du concept de dette écologique. Les millions de personnes qui sont victimes des changements climatiques dans la région du lac Tchad ne sont pas responsables des émissions qui causent ces dérèglements du climat. Comme elles portent le fardeau de ces changements, l'urgence de s'adapter aux variations climatiques devient une question de justice écologique.

a. Accès aux sources d'énergie : Il faut explorer des options durables pour améliorer l'accès aux sources d'énergie, y compris des solutions de rechange au bois de feu. On assiste actuellement à une augmentation de la coupe du bois de feu par les personnes déplacées pour subvenir à leurs besoins d'énergie domestique. Par conséquent, à moins de résoudre immédiatement la consommation excessive de bois de feu, les efforts de revitalisation écologique de la région du Sahel, et du bassin du lac Tchad, sont voués à l'échec.

b. Plantation d'arbres : Le conflit avec Boko Haram a exacerbé le défrichage des arbustes. Il y a un urgent besoin de rétablir les programmes de plantation d'arbres en mettant l'accent sur des variétés indigènes résistantes. La participation de la communauté à la conception, à la gestion et à la protection des plantations contribuerait à stimuler les



«Sincèrement, nous manquons de nourriture et nous n'avons pas d'argent pour acheter du charbon. Les enfants vont cueillir du bois de feu qui n'est pas toujours suffisamment sec pour brûler. Les gens autour se plaignent beaucoup de la fumée.»

Fatima Sheriff, 30 ans, déplacée et mère de cinq enfants, originaire de Kaure, dans l'État de Borno.

moyens de subsistance locaux et à garantir un développement durable.

- c. Recharge du lac Tchad :** Il conviendrait d'appuyer la recharge du lac Tchad, une idée avancée dans les années 1980. La solution la plus ambitieuse impliquerait de détourner la rivière Oubangui de la République centrafricaine vers le lac Tchad. Outre les obstacles juridiques et économiques à surmonter pour réaliser cette initiative, la cadence de mise en œuvre du projet s'avère lente. De plus, cet ambitieux projet transfrontalier est coûteux et nécessite l'engagement et la collaboration étroite des États riverains, pour la plupart des pays en développement. Par conséquent, le Nigéria et les autres pays affectés doivent également envisager des solutions de plus petite envergure.
- d. Au-delà de la recharge du lac Tchad :** Il conviendrait d'examiner des façons d'exploiter les abondantes réserves d'eau souterraines trouvées à plusieurs endroits, dont la région métropolitaine de Maiduguri, afin d'amener de l'eau dans la région.
- e. Nouveaux projets :** Compte tenu de l'issue catastrophique de projets de gestion des eaux antérieurs, les nouveaux projets devraient faire l'objet d'évaluations environnementales et sociales approfondies qui invitent la participation d'acteurs nationaux, y compris les populations locales.

Améliorer la reconnaissance et la protection des droits fondamentaux des femmes et des enfants

Les personnes déplacées vivant dans des communautés d'accueil vulnérables, des camps de fortune ou des milieux informels sont exposées à de graves risques concernant leur protection, ainsi qu'à diverses violations de leurs droits, y compris l'exploitation, la maltraitance, la séparation des familles, le risque d'exposition au matériel explosif ou d'attaques à l'engin explosif improvisé, les restrictions à la liberté de circulation et l'insécurité. Ces violations sont exacerbées par la détresse psychosociale et le manque d'accès à des services de base. La persistance du conflit et des déplacements a particulièrement affecté les populations les plus vulnérables, notamment les personnes âgées, les personnes souffrant de maladies chroniques ou vivant avec des handicaps physiques ou mentaux, les femmes et les enfants, dont les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. Les sévices et les abus

sexuels commis à l'endroit des enfants et des femmes sont répandus, tant dans les camps qu'à l'extérieur de ceux-ci. Les procédures entourant le retour des personnes réfugiées et déplacées ne respectent généralement pas les normes internationales concernant le caractère volontaire du retour, la sécurité et la dignité. Par conséquent, certaines personnes se retrouvent tragiquement en situation de déplacement secondaire et souffrent d'un manque d'accès aux services de base. Il y a donc lieu d'améliorer :

- a. les efforts de sensibilisation communautaires et les interventions visant à encourager la coexistence, afin de favoriser l'autoprotection et le rétablissement des relations entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil ;
- b. les efforts de plaidoyer et de formation en matière de violations des droits de la personne, ainsi que l'élaboration d'outils propres au contexte pour renforcer la coordination (entre les secteurs et entre les sous-groupes de travail), afin de favoriser l'intégration d'objectifs de protection dans l'ensemble des secteurs ;
- c. les services d'aide juridique afin de promouvoir l'accès à la justice, y compris pour les personnes qui ont survécu aux agressions, aux sévices et aux violations de leurs droits fondamentaux.

Renforcer la société civile locale

Pour garantir la viabilité des programmes d'aide humanitaire, il est essentiel de s'assurer que la société civile locale a la capacité de suivre le respect des droits de la personne et des droits humanitaires dans le nord-est du Nigéria, ainsi que d'y cerner les besoins changeants. Les interventions devraient comprendre des activités visant à améliorer la capacité des forces sociales à travailler pour le changement souhaité, au-delà des besoins humanitaires immédiats. Il faudrait également envisager des forums pour favoriser les interactions entre représentants de la société civile et du gouvernement, afin de résoudre les défis propres à la région du Sahel et du bassin du lac Tchad, en particulier. Ces forums permettraient aux acteurs étatiques et non étatiques d'amorcer un dialogue pour arriver à une compréhension commune des problèmes immédiats et de leurs causes sous-jacentes, et ainsi établir un programme d'efforts concertés pour les résoudre.

Changements climatiques, développement et catastrophes écologiques

Jadis, l'un des plus grands lacs d'eau douce d'Afrique, le lac Tchad, occupait l'équivalent de 8 % de la surface terrestre totale du continent⁶. Situé dans la région du Sahel, au sud du désert du Sahara, le lac constituait une source vitale d'eau pour les communautés ainsi que les animaux domestiques et sauvages. Du point de vue économique, il représentait une ressource importante pour les habitants de la vallée qui borde ses rives au Tchad, au Cameroun, au Niger et au Nigéria. Lorsque le Nigéria est devenu indépendant de la Grande-Bretagne en 1960, les enfants d'âge scolaire apprenaient déjà dans leur cours de géographie que le lac Tchad figurait parmi les sites les plus marquants du pays. À l'époque, le lac couvrait une superficie d'environ 26 000 km² ⁷. Jusqu'à la fin du 20^e siècle, les cartes géographiques du Nigéria continuaient de présenter un lac imposant. Par conséquent, les Nigérianes et les Nigériens sans accès au bassin ne réalisaient pas que le lac se retirait graduellement du territoire à mesure qu'il rétrécissait. En 2016, les eaux du lac ne couvraient plus qu'une surface de 1 000 km². Au cours des dernières décennies, la région du Sahel a connu une série de sécheresses dévastatrices qui ont contribué à l'assèchement du lac. De 1966 à 1997, sa taille a été réduite à moins de 1 500 km² ⁸. Ce dernier a

continué de rétrécir, voyant sa surface atteindre environ 500 km² en 2004. En d'autres mots, la taille du lac Tchad a diminué d'environ 90 % depuis les années 1960. En fait, en 35 ans, soit de 1963 à 1998, le lac a perdu environ 95 % de son volume⁹. Des images satellites obtenues en 2007 par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) montrent qu'un certain rétablissement a pris forme dans les décennies qui ont suivi, sans toutefois qu'il soit suffisant pour renverser les dommages précédents.

On estime qu'en 1990, environ 25,5 millions de personnes réparties dans quatre pays vivaient dans le bassin du lac¹⁰, tandis qu'en 2015, la population bordant le bassin se chiffrait à 50 millions d'habitants¹¹. Plus de la moitié de ces personnes résident dans la partie nigériane du bassin. Dans les quatre pays du bassin, la population est regroupée dans divers types de peuplements, allant de simples hameaux à de grands centres urbains comme N'Djamena (Tchad), Maiduguri (Nigéria) et Maroua (Cameroun). Comme la population grandissante peine à survivre avec les ressources du bassin du lac Tchad, des conflits autour de l'accès à l'eau sont survenus entre les pays riverains ainsi qu'entre les communautés. Les conflits entre pêcheurs, agriculteurs et éleveurs se sont accrus.

Territoire du Nigéria au moment de l'indépendance (1960), où l'on voit l'importante superficie du lac Tchad.



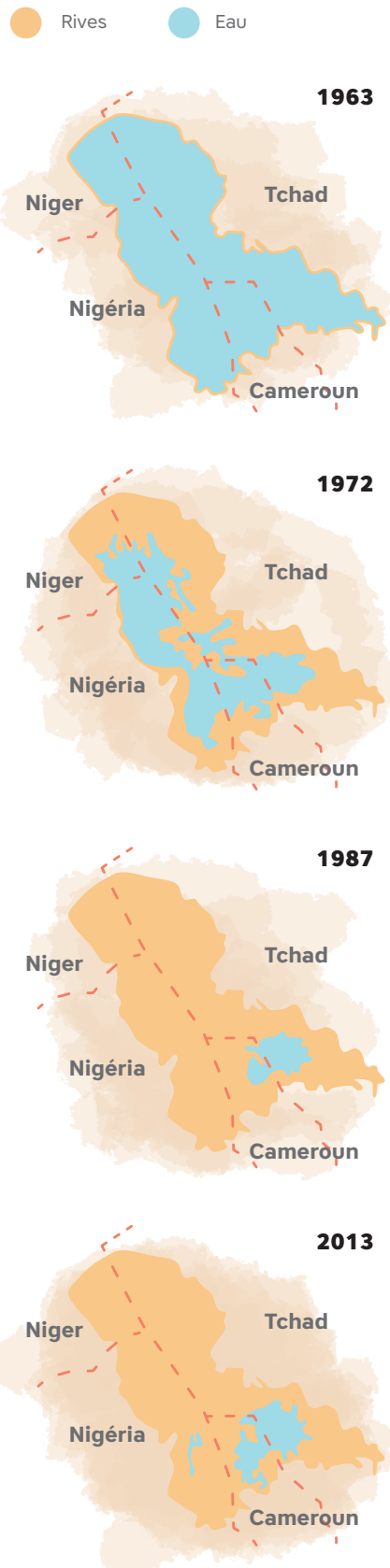
Changements climatiques

Le rythme alarmant du rétrécissement du lac Tchad à partir des années 1960 a été attribué aux changements climatiques ainsi qu'à la pauvre conception et exécution de projets de barrages et d'irrigation. Le réchauffement climatique a accru la fréquence des sécheresses et la désertification dans le Sahel, où le lac est situé. En particulier, deux sécheresses importantes dans les années 1970 et 1980 ont eu des incidences négatives sur le lac. De récentes études ont établi un lien direct entre ces sécheresses et la pollution et les émissions de gaz à effets de serre dans l'hémisphère Nord. Ainsi, une étude a révélé en 2013 que les aérosols provenant d'usines américaines et européennes alimentées au charbon durant les années 1960, 1970 et 1980 ont contribué à refroidir l'hémisphère Nord dans sa globalité. Ce refroidissement a provoqué le déplacement de bandes de pluie tropicale vers le sud, au-delà de la région du Sahel¹². Ainsi, la pollution de pays industrialisés en Europe et en Amérique du Nord a eu des conséquences profondément dévastatrices pour des millions de personnes dans le Sahel africain. Le bassin du lac Tchad a été particulièrement touché. Selon un rapport produit en 1998 pour le PNUE et la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), les sécheresses des années 1970 et 1980 ont provoqué d'importantes mutations, y compris le rétrécissement du lac Tchad en raison de la diminution des débits d'eau provenant de ses affluents. D'autres changements comprennent la baisse de niveau des nappes phréatiques, la disparition d'espèces végétales, la réduction du couvert forestier et la perte de populations animales. Depuis les années 1970, l'érosion du sol s'est intensifiée et sa fertilité a diminué. On observe aussi une détérioration des conditions économiques locales, dont la perte de perspectives d'emplois et des limitations d'accès aux ressources environnementales¹³.

Hausse de la pauvreté : projets de barrages et d'irrigation

De 1953 à 1979, l'irrigation des terres n'avait qu'une incidence modeste sur l'écosystème du lac Tchad¹⁴. Cependant, entre 1983 et 1994, le volume d'irrigation a quadruplé dans la région. À mesure que le réchauffement climatique réduisait les sources d'eau, la pression augmentait sur les gouvernements pour mettre en œuvre des projets de barrages et d'irrigation. Malgré la mise sur pied de la Commission sur le bassin du lac Tchad (CBLT) en 1964, afin de promouvoir la coopéra-

Évolution du lac Tchad



Cartes du bassin du lac Tchad montrant le rétrécissement des eaux au fil du temps.



Projet d'irrigation abandonné.

tion régionale entre les pays se partageant les ressources hydriques de la région, chaque pays riverain a eu tendance à agir unilatéralement pour construire des barrages et des projets d'irrigation sur les rivières qui alimentent le lac Tchad. À la suite d'une grande sécheresse en 1972, le Nigéria a mis sur pied le Projet d'irrigation du Tchad Sud (PITS) en 1973, une initiative gérée par l'Autorité de développement du bassin du lac Tchad (Chad Basin Development Authority-CDBA). Depuis, le Nigéria a construit plus de vingt barrages le long de la rivière Komadugu-Yobé. Pour sa part, le Cameroun a construit le barrage de Maga, qui a privé le lac Tchad d'importants volumes d'eau provenant de la rivière Logone. En altérant le régime hydrologique naturel et en privant le lac Tchad de sources d'eau essentielles, ces projets ont aggravé la crise écologique de la région¹⁵.

Certains des projets entrepris ont échoué. Par exemple, le PITS au Nigéria et le Projet d'irrigation des polders de Mamdi au Tchad, élaboré en 1979 pour tirer parti des eaux provenant du lac, n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs. De surcroît, certains des projets abandonnés continuent de bloquer les voies d'eau, comme c'est le cas au Tchad.

Au Nigéria, les années 1970 et 1980 ont amené la construction de barrages et de projets d'irrigation additionnels, tandis que la croissance des revenus pétroliers encourageait le gouvernement à augmenter ses dépenses. Les barrages ont été construits sans évaluations environnementales appropriées, avec pour conséquence une obstruction des voies d'eau naturelles, réduisant à la fois les eaux de surface et les eaux souterraines. Ces conditions ont permis à des espèces envahissantes comme le typha de proliférer.

Bien qu'au début, les barrages aient permis d'améliorer l'agriculture irriguée dans ces zones, les gains réalisés n'ont pas duré. La région produi-

sait alors en abondance du riz, des tomates, des poivrons, du blé, des oignons et d'autres cultures qui alimentaient les marchés au sud du Nigéria. Cependant, la production a progressivement diminué. Les terres se sont asséchées en raison de la rétention des eaux par les barrages de Tiga et de Chalawa. En outre, les projets de barrages et d'irrigation ont donné lieu à d'importantes saisies de terres, alors que les personnes les mieux nanties et les plus proches du pouvoir politique se sont appropriées la majorité des terres bien irriguées.

La recharge du lac Tchad

La CBLT travaille à renverser le rétrécissement du lac à l'aide de projets soutenus par des agences internationales comme le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. Parmi ces projets, l'initiative la plus ambitieuse précède la création de la CBLT et implique de détourner la rivière Oubangui à partir de la République centrafricaine vers le lac Tchad. Une étude de faisabilité réalisée par le Nigéria attesterait la viabilité de ce projet de longue haleine, qui est toujours au stade de la planification¹⁶. Le gouvernement du Nigéria espère que le projet de recharge du lac Tchad renforcera la résilience de l'écosystème, de la faune et de la flore, ainsi que des « systèmes productifs autour de la région du bassin pour améliorer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et procurer des emplois rémunérés aux jeunes, et ainsi empêcher les groupes néfastes de les recruter pour des activités nuisibles à la sous-région¹⁷ » [traduction]. Cependant, le projet est dispendieux, son coût ayant été estimé à 14,5 milliards de dollars en 2012. Les difficultés de financement, ainsi que le manque de coopération entre les dirigeants des pays riverains du bassin du lac Tchad, ont également contribué à freiner les efforts passés pour ressusciter le lac.

Une armée de chômeurs : entre la faim et l'émergence de Boko Haram

Les projets de barrages et d'irrigation dans le nord-est du Nigéria ont engendré des déplacements massifs de populations locales à partir des années 1970 et 1980. Des études ont montré que, dans l'ensemble, les personnes bien nanties et celles proches du pouvoir politique se sont procurées des terres à l'avance des projets d'irrigation. En raison de cet accaparement massif des terres, les terres irriguées se sont retrouvées entre les mains de riches propriétaires terriens, tandis que la majorité d'agriculteurs et d'éleveurs de bétail pauvres ont été chassés de la région — bon nombre d'entre eux atterrissant dans des bidonvilles de grands centres urbains. C'est parmi ces populations marginalisées et sans-terre qu'a pris racine l'une des premières manifestations d'insurrection islamiste au Nigéria depuis son indépendance. La révolte Maitatsine de 1980, qui s'est soldée par la mort de plus de quatre mille membres d'une secte islamique, a été liée aux déplacements engendrés par la construction des barrages. La même année, une révolte paysanne à Bakolori, causée par un projet de barrage dans la communauté, a fait des centaines de morts¹⁸.

Tout comme ce fût le cas pour la révolte de la secte Maitatsine, les bouleversements liés à l'environnement et au développement figurent parmi les facteurs ayant contribué à la naissance de l'insurrection menée par Boko Haram. En 2007, les inégalités de revenu ont servi de toile de fond à la naissance du groupe qui, à l'origine, dénonçait les « péchés » de l'ordre établi. En 2009, des policiers ont été tués et des églises incendiées lors d'un soulèvement du groupe. En réaction, la police a effectué des descentes dans des lieux habités par des membres de Boko Haram. Des centaines de personnes ont alors perdu la vie. La police nigériane a procédé à l'exécution extrajudiciaire du fondateur du groupe, Mohammed Yusuf, et de plusieurs de ses prétendus disciples. Un an plus tard, Boko Haram refaisait surface sous la forme d'un groupe terroriste visant à orchestrer un conflit régional qui a ravagé les communautés dans de vastes parties du bassin du lac Tchad.

En 2010, Boko Haram a entamé une campagne de violence, ciblant lors de ses attaques, les infrastructures gouvernementales, les communautés civiles et les formations militaires dans le nord-est du Nigéria. Bien armés, les insurgés



Des personnes déplacées sur les berges du lac Tchad.



« Mon problème est de trouver du travail ou de poursuivre mes études. Après nos études, j'espère que Dieu nous aidera à trouver du travail. »

James, originaire de Baga et déplacé dans la communauté de Sharimari.

envahissent les villes et les villages pour tuer et décapiter les habitants. Ils enlèvent des jeunes filles et des femmes pour en faire des esclaves sexuelles ou pour les forcer à mener des attentats-suicides à la bombe. De jeunes garçons sont contraints de se joindre à Boko Haram, tandis que d'autres jeunes se regroupent en milices pour protéger leur communauté.

Durant le conflit interne, le groupe Boko Haram s'est emparé de territoires qui ont dès lors constitué son « califat islamique ». À un certain moment, les zones contrôlées par Boko Haram équivalaient à environ 50 000 km², soit une superficie plus grande que celle de la Belgique. Le territoire de Boko Haram s'étendait du nord-est du Nigéria jusqu'à des régions du Niger, du Tchad



et du Cameroun. En réaction à la menace posée par Boko Haram, tous les pays touchés ont lancé d'importantes opérations militaires contre les insurgés avec le soutien militaire de grandes puissances, dont les États-Unis et la France.

Conflits régionaux

Comme ailleurs au Sahel, les frontières internationales délimitant le bassin du lac Tchad sont très poreuses. À l'origine, ces « frontières artificielles » ont été tracées pour permettre aux puissances colonisatrices d'Europe, soit la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, d'avoir accès aux eaux indispensables du lac Tchad. Les communautés locales, dispersées entre les territoires du Nigéria, du Niger, du Tchad et du Cameroun, ont continué de traverser les frontières sans trop de difficultés. Pour leur part, les membres de Boko Haram ont souvent traversé les frontières après avoir mené des attaques au Nigéria. Considérant la nécessité de coopérer sur le plan régional, les pays touchés par Boko Haram ont établi une Force opérationnelle interarmées multinationale (FOIM) en mai 2013. Malgré les nombreux désaccords entre ces pays, tous ont engagé leurs forces de sécurité dans des campagnes militaires. Durant un certain temps, des soldats tchadiens ont agi en territoire nigérian. Ainsi, en mai 2015, des forces tchadiennes ont contribué à libérer la ville de Dikoa dans l'État de Borno, qui était alors sous l'emprise de Boko Haram. Des soldats tchadiens,

nigériens et camerounais ont parfois empêché des combattants de Boko Haram de se glisser dans leurs territoires respectifs. Les trois pays ont également accueilli des milliers de réfugiés et réfugiés nigériens ayant fui leurs collectivités après des attaques de Boko Haram.

En 2015, la FOIM a réussi à faire d'importantes avancées, reprenant des territoires saisis et réduisant les rangs des forces de Boko Haram. À partir d'octobre 2016, les insurgés ne contrôlaient plus aucune des zones de gouvernements locaux de l'État de Borno. Cette lutte contre les insurgés a coûté cher aux troupes nigérianes, à la FOIM et à la Force opérationnelle interarmées civile (FOIC). Même si l'armée nigérienne partage peu d'information sur ses pertes, on estime que des centaines de soldats et de miliciens locaux ayant combattu à leurs côtés ont été tués dans les affrontements.

En octobre 2016, l'armée nigérienne a commencé à célébrer sa victoire contre Boko Haram alors même que les combats se poursuivaient¹⁹. Cependant, les attaques téméraires menées par Boko Haram se sont prolongées et intensifiées vers la fin de 2018. En novembre 2018, Boko Haram a attaqué un bataillon nigérian dans le village de Metele dans l'État de Borno, tuant plus de 100 soldats nigériens²⁰. Frustrés par la résistance des insurgés, des soldats des quatre pays engagés dans le conflit se sont rendus coupables d'exécutions extrajudiciaires et de violations des droits de la personne²¹.

Mustapha Ajimi Damboa, 22 ans, enrôlé de force par Boko Haram à Maiduguri.

Je vivais à Maiduguri avec mes parents. Je soupçonnais que mon frère était enrôlé dans Boko Haram. Un jour, j'ai trouvé par hasard un fusil (AK-47) qu'il avait caché dans notre maison. Lorsque je l'ai questionné, il m'a prévenu qu'en tant que membre haut placé de Boko Haram, il me tuerait si quelqu'un apprenait l'existence du fusil. Il m'a aussi dit que ma vie était désormais menacée, à moins que je me joigne à Boko Haram et que je lutte pour la cause d'Allah.

Craignant pour ma vie, je l'ai suivi jusqu'au camp forestier de Sambisa, où il m'a présenté aux autres membres. Ils m'ont enseigné à assembler des armes et à tirer. Depuis, nous ne faisons rien d'autre que d'attaquer des villages, des policiers, des soldats, de tirer sur des gens, de les massacrer et de voler leur voiture, leur argent et leur nourriture.

Tous les membres de notre unité, qui compte environ 150 combattants, sont armés. Les plus jeunes, comme moi, ne peuvent porter que des AK-47, tandis que les plus expérimentés peuvent manier de plus grosses armes. Nous avons beaucoup d'armes et de munitions, mais nous ne connaissons pas leur provenance ; ce sont nos dirigeants qui nous les fournissent, au fur et à mesure.

À l'origine, nos attaques ciblaient le personnel de sécurité et les politiciens. Mais depuis la formation de la FOIC, dont les membres divulguent notre identité et vont jusqu'à nous arrêter, nous avons décidé de tuer quiconque vient de Maiduguri, car nous croyons que les habitants de cette ville – et d'autres villes de l'État de Borno – sont tous membres de la FOIC.

Après la mort de mon frère aîné, celui qui m'avait recruté, je me suis enfui à Lagos. Mais ils m'ont suivi jusque là, m'ont arrêté et m'ont retourné au camp, ici à Borno. Plusieurs de ceux qui se sont enfuis ont été ramenés et massacrés. Au moment où ils s'apprêtaient à m'exécuter, je les ai suppliés et j'ai juré de ne plus m'enfuir. Heureusement, j'ai été épargné. Depuis, je n'ai jamais tenté de me sauver, mais chaque jour est un enfer pour moi. Nous vivons tous dans la peur la plus totale et chaque fois que nous sommes forcés d'aller tuer, nous le faisons pour éviter d'être nous-mêmes tués ou arrêtés par des soldats.

Parmi nos membres actifs se trouvent des médecins qualifiés. Ils sont beaucoup plus vieux que nous et n'ont pas été forcés de se joindre au groupe. Ils administrent toutes sortes de traitements, retirent les balles de nos corps et réduisent les fractures. Nous obtenons nos fournitures médicales en attaquant des villes ou en nous introduisant par effraction dans des magasins de produits médicaux, des pharmacies et même des hôpitaux.

Nous avons des mécaniciens, des soudeurs, des menuisiers, des chauffeurs professionnels, des bouchers, des experts en sécurité, des instructeurs de maniement des armes, etc. Nous ne manquons de rien pour maintenir le bon fonctionnement du camp, mais il n'y a pas de confort. Parfois, lorsque nous nous éloignons du camp principal, nous avons très faim et très soif. Nous buvons l'eau sale des étangs et nous passons des semaines sans nous laver.

Gambo Mohammed, 27 ans, membre de Boko Haram originaire de Baga, dans l'État de Borno.

Plus de 40 jeunes hommes, dont moi-même, ont été forcés de devenir membres de Boko Haram dans la ville de Baga, lorsque des hommes armés du groupe nous ont rassemblés dans la mosquée.

Après nous avoir amenés dans un camp forestier près de Konduga, ils nous ont donné de l'eau qui avait servi à nettoyer des inscriptions en arabe d'une tablette en bois, ainsi qu'une datte fraîche enrobée d'une substance que je ne connaissais pas. Après avoir mangé la mienne, j'ai senti une chaleur monter en moi et je me suis mis à suer abondamment. C'est tout ce dont je me souviens. Je suis alors devenu membre à part entière de la secte et j'ai dû faire tout ce qu'on attend des membres, y compris tuer des gens.

Je n'ai tué que six personnes, et je vous jure que ce n'était pas plus. J'ai été forcé de le faire quand nous sommes allés à Konduga pour saisir du bétail. Les éleveurs nous ont dit qu'ils ne nous permettraient pas de prendre leurs bêtes, même si c'était pour faire le « travail de Dieu ». Alors un de nos chefs m'a ordonné de m'avancer avec mon fusil et de les tuer. Il m'a prévenu que si je refusais, c'est moi qu'on abattrait. J'ai donc dû tous les tuer²².

Des membres présumés de Boko Haram capturés par des soldats nigériens.



Violence envers les femmes et les filles

Réputées pour leur ardeur au travail, les femmes du bassin du lac Tchad affrontaient les changements climatiques depuis des décennies avant que ne survienne l'insurrection de Boko Haram. En effet, dans cette région, la désertification a été exacerbée par la déforestation, car la croissance de la population a créé une demande accrue pour le bois de feu. Cette déforestation limite à son tour les mécanismes de survie des femmes et des familles qui doivent désormais consacrer davantage de temps à la cueillette du bois.

La crise suscitée par Boko Haram a engendré une détérioration des conditions sociales des femmes, ainsi qu'une érosion grandissante de leur sécurité personnelle et familiale. Les femmes ont été forcées d'assister, impuissantes, au massacre de leurs fils et à l'enlèvement de leurs filles par des inconnus armés appartenant à Boko Haram.

Des milliers de femmes et de jeunes filles ont été enlevées et violées par des membres de Boko Haram. Parmi elles, 219 lycéennes de l'école secondaire publique de Chibok, dans l'État de Borno, ont été kidnappées en 2014. Entre 2016 et 2018, une centaine d'entre elles ont été relâchées à la suite de pourparlers et de paiements controversés remis par le gouvernement du Niger à Boko Haram. Le groupe terroriste a ensuite récidivé en février 2018 avec l'enlèvement de plus de cent élèves du Government Girls' Science and Technical College à Dapchi, dans l'État de Yobe. Toutes les jeunes filles, sauf une, ont été relâchées environ un mois plus tard. La dernière du groupe, une jeune fille de confession chrétienne, reste en captivité, car elle refuse de se convertir à l'Islam.

Certaines des jeunes filles enlevées à Chibok sont rentrées chez elles avec des bébés, car elles avaient été forcées de se marier durant leur captivité²³. Outre les victimes de Chibok, des centaines de femmes et de jeunes filles rescapées vivent aujourd'hui avec le traumatisme d'avoir des enfants dont le père pourrait demeurer inconnu ou de porter une maladie qui les affectera toute leur vie. Notamment, certaines des femmes rescapées ont reçu un diagnostic de VIH²⁴. Dans le seul État de Borno, au Nigéria, environ 50 000 enfants ont été reconnus orphelins à la suite du décès de leurs parents aux mains d'insurgés de Boko Haram²⁵.

Des hommes de l'armée nigérienne infligent également des sévices aux victimes de l'insurrection, particulièrement aux femmes se trouvant dans des camps de personnes déplacées au nord-



est du Nigéria. Dans un rapport publié en 2018, Amnesty internationale révélait que des membres d'agences de sécurité du pays ont violé des milliers de femmes et de jeunes filles²⁶. Le rapport documente comment l'armée nigérienne et la FOIC ont séparé les femmes de leurs maris pour les confiner dans des camps éloignés où elles ont été violées ou parfois abusées sexuellement en échange de nourriture.

«Boko Haram a tué mes deux fils et a enlevé deux de mes filles. Mes deux fils ont été assassinés devant moi.»

Falmata Hassan, 50 ans, originaire de Chari, État de Borno.



Des jeunes filles déplacées de force par le conflit, ici dans leur communauté d'accueil à Mashimari, dans l'État de Borno.

Les femmes déplacées vendent du charbon, confectionnent des chapeaux traditionnels et mènent d'autres petites activités. Cependant, elles n'arrivent pas à subvenir aux besoins de leur famille, leurs revenus n'étant même pas suffisants pour leur permettre de se nourrir ou de se vêtir. À cause des restrictions en cours, elles n'ont plus accès à leurs fermes. Elles aimeraient pouvoir lancer une petite entreprise ou apprendre à coudre.



Mon gagne-pain est le commerce du poisson. Au cours des quarante dernières années, c'est la pêche qui nous a amenés à Baga, mon mari et moi, ainsi que dans certaines régions du Tchad. Tous les jours, nous gagnons notre vie en vendant du poisson et en cultivant des aliments. Grâce à Dieu, je dirais que nous avons bien réussi notre vie à travers la pêche, surtout dans les eaux du lac Tchad.

Malheureusement, Boko Haram est venu troubler notre paix et nous a causé des pertes importantes de biens et d'argent. Ce samedi fatidique, lorsque les tireurs de Boko Haram nous ont attaqué vers six heures du matin, nous venions de charger notre dernière cargaison de poissons dans un camion pour la transporter vers les marchés. Nous avons tout perdu, car tout le monde a dû courir pour sauver sa vie quand les nombreux membres de Boko Haram sont arrivés, tirant dans les maisons et tuant toutes les personnes sur leur passage. Nous avons aussi été forcés d'abandonner toutes les réserves de nourriture emmagasinées dans nos silos.

Quand nous sommes arrivés au village de Kalwaram, j'ai vu beaucoup de personnes assassinées. Aux abords du village, j'ai aussi vu les dépouilles récentes de deux soldats. L'un d'eux avait été entièrement

déshabillé. Je ne pouvais pas supporter la vue de telles horreurs, alors j'ai retiré mon pagne pour le couvrir et, au moins, préserver sa dignité. J'ai continué de courir, vêtue seulement d'un jupon et d'une blouse, jusqu'au village de Minnati. Là, dans un élan de sympathie, une femme m'a donné un pagne pour couvrir mon jupon. C'est ainsi que je me suis rendue au camp de Maiduguri, en faisant tout le trajet à pied.

J'ai perdu de nombreux proches en fuyant Baga. Aussitôt que nous nous sommes éloignés de la ville, des tireurs de Boko Haram nous ont interceptés. Ils ont emmené une de mes filles, qui était enceinte de deux mois et qui avait un petit garçon de trois ans. Ils ont aussi pris treize autres femmes parmi mes cousines et les jeunes cousines de mon mari qui vivaient avec nous. Un de mes fils, Habibu, alors âgé d'environ 21 ans, a été tué par Boko Haram. Le voyant avec moi, un des membres de Boko Haram m'a dit : « Mère, votre fils est assez vieux pour se joindre à la FOIC, alors nous présumons qu'il en est membre. » Pour cette raison, ils l'ont traîné au sol devant moi et l'ont égorgé. Ils ont voulu me forcer à tenir ses jambes pendant qu'ils lui tranchaient la gorge, mais je leur ai dit qu'il n'en était pas question. J'ai tenté de fermer les yeux parce que j'étais incapable de les voir tuer mon fils comme un animal, mais l'un d'eux m'a frappée au bras avec la crosse de son arme et a insisté pour que je les regarde tuer mon fils. Je l'ai vu pleurer et m'implorer de l'aider et quand j'ai crié que je ne pouvais pas, il a continué de hurler « maman, prie pour moi et pardonne-moi si je t'ai déjà offensée, prie pour moi ».

Alhaji Abubakar Talake, vendeuse de poisson déplacée originaire de Kukawa, près du lac Tchad.



«Notre préoccupation principale dans les îles du lac Tchad est la pêche. Certaines personnes cultivent la terre. Mais nos femmes sont aussi très impliquées dans le commerce du poisson. Nos femmes sont très occupées. Elles font plus d'argent dans le commerce du poisson que nous, les hommes.

Alhaji Abubakar Talake, déplacé et originaire de Kukawa..



Des femmes et des enfants rescapés du groupe Boko Haram.

Rebâtir les communautés et les vies

Le gouvernement du Nigéria a promis de rebâtir les communautés saisies et détruites par les insurgés de Boko Haram. Cependant, les responsables gouvernementaux reconnaissent que le nombre important de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) est tel qu'il complique les efforts du gouvernement et des ONG internationales. Néanmoins, certaines des personnes déplacées indiquent vouloir retourner au sein de leur collectivité. En effet, la plupart des PDI considèrent que les camps ne disposent pas des ressources nécessaires pour assurer leur confort et leur bien-être ; par conséquent, elles préfèrent retourner dans leur ville ou leur village, en espérant y rebâtir une nouvelle vie. Ainsi, en mai 2018, plus d'un million de personnes déplacées étaient rentrées chez elles.

La plupart des retours ont eu lieu dans l'État d'Adamawa²⁷. Cependant, les avancées militaires contre Boko Haram n'ont pas réussi à endiguer les risques sécuritaires posés par les groupes terroristes dans le nord-est du Nigéria. Dans l'État de Borno, la plupart des zones extérieures à la capitale Maiduguri demeurent trop dangereuses pour permettre le retour de personnes déplacées. Des habitants locaux qui s'étaient aventurés à quelques kilomètres de la ville pour aller cultiver leurs champs ont été tués par des tireurs de Boko Haram. Et même à Maiduguri, les attentats-suicides à la bombe sont monnaie courante.

En décembre 2016, le gouverneur de l'État de Borno, Kashim Shettima, a annoncé que tous les camps de PDI de l'État fermeraient au plus tard le 29 mai 2017, car le gouvernement aurait alors terminé la réinstallation de toutes les per-

sonnes déplacées dans les communautés libérées. Cependant, en avril 2017, le gouverneur s'est rétracté, soutenant qu'en raison de problèmes de sécurité persistants, les réinstallations étaient suspendues.

En réalité, on peut établir des liens entre les crises écologiques et sociales du Nigéria, y compris la violence dans le nord-est du pays, et la crise de gouvernance qui affecte l'État. En effet, les capacités administratives et institutionnelles du pays sont limitées par un manque de volonté politique, la corruption et l'incapacité de bien cerner les dynamiques et les défis du pays.

Crise de gouvernance

Le manque de transparence et de mécanismes de reddition de compte concernant les actions du gouvernement mine parfois la mise en œuvre de projets de restauration écologique et d'interventions en matière de sécurité et d'assistance humanitaire. Jusqu'à présent, des rapports ont fait état de la mauvaise gestion de fonds alloués à l'assistance humanitaire au nord-est du Nigéria, confirmant ainsi une opinion largement répandue au sein de la population. Cependant, il faudra renforcer les capacités de la société civile si on désire surveiller avec plus de rigueur l'exécution des programmes humanitaires et les violations des droits de la personne, y compris les violences faites aux femmes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps pour personnes déplacées.



« Si nous avons des terres à cultiver, cela veut dire que nous pouvons mener des affaires, que nous avons tout. »

Un chef déplacé interne vivant dans la communauté d'accueil de Sharimari, dans l'État de Borno.

Conclusion

Bien que le présent rapport souligne la nécessité d'éradiquer Boko Haram et de remédier à l'une des pires catastrophes humanitaires au monde, il vise aussi à faire ressortir les conditions sous-jacentes qui favorisent l'émergence du terrorisme. Les auteurs ont ainsi démontré comment le réchauffement climatique, combiné à l'échec de politiques agricoles, a contribué à l'assèchement du lac Tchad. La crise écologique persistante, qui n'a fait que s'aggraver au fil des décennies, a causé la perte de moyens de subsistance liés à la pêche, ainsi que la perte de terres agricoles et de pâturages.

Tout cela a contribué à appauvrir la population et à accroître sa vulnérabilité. La perte de moyens de subsistance à grande échelle a probablement favorisé la conversion d'un certain nombre de personnes à l'extrémisme violent de Boko Haram. La disparition graduelle des berges du lac Tchad a permis aux insurgés de Boko Haram de franchir librement les frontières de quatre pays dans des zones qui étaient jadis submergées par le lac.

La situation actuelle dans la région du lac Tchad n'est pas irréversible ; selon des experts, le lac pourrait retrouver sa gloire d'antan si les facteurs environnementaux et écologiques qui ont causé son assèchement étaient attaqués de front. L'une des avenues les plus prometteuses est de recharger le lac en acheminant des eaux de la lointaine rivière Oubangui en Afrique centrale vers la cuvette du lac. Pour y arriver, il faudrait une intervention immédiate pour atténuer la détérioration des conditions sociales, y compris les conflits violents. Concernant l'urgent besoin de mesures d'adaptation aux changements climatiques, le présent rapport fait valoir que les millions de personnes victimes de variations du climat dans la région du lac Tchad n'ont pas participé à l'émission de gaz à effets de serre à l'origine du problème. Comme elles subissent le fardeau du réchauffement climatique, l'urgence de mettre en oeuvre des mesures d'adaptation devient une question de justice écologique.



Ruines d'une ville et d'un hôpital détruits par Boko Haram.

Notes

- 1 Searcey, D. et Santoranov, M. (2015, novembre). Boko Haram Ranked Ahead of ISIS for Deadliest Terror Group. Repéré au <http://www.nytimes.com/2015/11/19/world/africa/boko-haram-ranked-ahead-of-isis-for-deadliest-terror-group.html>.
- 2 UNICEF (2017). Humanitarian Action for Children 2018 – Nigeria. Repéré au <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018-HAC-Nigeria.pdf>.
- 3 Christian World (2016). Starvation, disease killing hundreds of Nigerians in refugee camp after escaping from Boko Haram. Repéré au <http://www.christiantoday.com/article/starvation.disease.killing.hundreds.of.nigerians.in.refugee.camp.after.escaping.from.boko.haram/89277.htm>.
- 4 Caux, Hélène (2016, 7 octobre). Freed from Boko Haram, Nigerians still need help, Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Repéré au <http://www.unhcr.org/news/latest/2016/10/57f779bc4/freed-boko-haram-nigerians-still-need-help.html>.
- 5 Amnistie internationale (2018). "They Betrayed Us": Women who survive Boko Haram raped, starved and detained in Nigeria. Repéré au <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4484152018ENGLISH.PDF>.
- 6 PNUE (2004). Regional Definition: Boundaries of Lake Chad Region. Repéré au http://www.unep.org/dewa/giwa/areas/reports/r43/regional_definition_giwa_r43.pdf.
- 7 Onuoha, Freedom (2008). La dégradation de l'environnement, moyens d'existence et conflits : Une mise au point sur les implications des ressources en eau du lac Tchad pour le Nigéria du Nord-Est. Repéré au <https://www.accord.org.za/ajcr-issues/%EF%BF%BCenvironmental-degradation-livelihood-and-conflicts/>.
- 8 Coe, M.T. and Foley, J.A. (2001). « Human and natural impacts on the water resources of the Lake Chad basin », Journal of Geophysical Research, p. 3349-3356. Repéré au <https://agupubs.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1029/2000JD900587>
- 9 PNUE (2012). Global Resource Information Database. Repéré au [http://www.unep.org/dewa/Portals/67/pdf/Africas_Lakes\(5-Apr-06\).pdf](http://www.unep.org/dewa/Portals/67/pdf/Africas_Lakes(5-Apr-06).pdf).
- 10 Commission du Bassin du Lac Tchad (2015). La dynamique de la population du bassin. Repéré au <http://www.cbilt.org/fr/population>.
- 11 Magrin, G. D., Lemoalle, J., Lajaunie, M.-L. (2016). Le plan de développement et d'adaptation au changement climatique du lac Tchad (no 102851). Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C. Repéré au <http://documents.worldbank.org/curated/en/954571467999736073/pdf/102851-WP-P149275-v1-Box394845B-PUBLIC-Plan-du-lac-Tchad-Resume-French-summary.pdf>.
- 12 Red Orbit (June 2013). Severe African Drought In The 1980s Caused By Northern Pollution. Repéré au <http://www.redorbit.com/news/science/1112868186/pollution-north-blamed-africa-severe-drought-060713/>.
- 13 Kindler, J., Warshall, P., Arnould, E. J., Hutchinson, C. F., et Varady, R. (1990). Le bassin conventionnel du lac Tchad. Une étude diagnostique de la dégradation de l'environnement. Repéré au https://www.cbilt.org/sites/default/files/etude_diagnostique_fr.pdf.
- 14 PNUE (2008). Lake Chad: Almost gone—Vital Water Graphics. (s.d.). Repéré au <http://www.unep.org/dewa/vitalwater/article116.html>.
- 15 Ifabiyi I.P. (2013). « Recharging the Lake Chad: the Hydropolitics of National Security and Regional Integration in Africa », African Research Review, vol. 7, no 3. Repéré au <https://www.ajol.info/index.php/afrrrev/article/view/91435>.
- 16 Commission du Bassin du Lac Tchad (2010). Inter Basin Water Transfer. Repéré au <http://www.cbilt.org/en/projects/interbasin-water-transfer-project-ibwtp>.
- 17 Iroegbu, S. et Ezeobi, C. (2016, 16 mai). « FG Plans To Recharge Lake Chad At The Cost of N15 bn », This Day. Repéré au <http://www.thisdaylive.com/index.php/2016/05/16/fg-plans-to-recharge-lake-chad-at-estimated-cost-of-15bn/>.
- 18 Shettima, K. A. (1997). « Ecology, identity, developmentalism and displacement in northern Nigeria », Journal of Asian and African Studies, vol. 32 (1-2), p. 66-80.
- 19 Omonobi, K. (2016, 5 octobre). « Nigerian Army begins victory celebration over defeat of terrorist – Buratai », Vanguard. Repéré au <http://www.vanguardngr.com/2016/10/nigerian-army-begins-victory-celebration-defeat-terrorist-buratai/>.

- 20 Ogundipe, S. (2018, 24 novembre). « Metele Boko Haram Attack: Soldiers' death toll rises to 118; over 150 missing », Premium Times. Repéré au <https://www.premiumtimesng.com/news/headlines/297343-metele-boko-haram-attack-soldiers-death-toll-rises-to-118-over-150-missing.html>.
- 21 Human Rights Watch (2016, 31 octobre). Nigeria: Officials Abusing Displaced Women, Girls. Repéré au <https://www.hrw.org/news/2016/10/31/nigeria-officials-abusing-displaced-women-girls>.
- 22 Haruna, K. (2015, 10 janvier). « Suspected Boko Haram Member Confesses: I Was Initiated After Drinking Concoction », The Leadership. Repéré au <http://leadership.ng/news/400837/suspected-boko-haram-member-confesses-initiated-drinking-concoction>.
- 23 Akwagyiram A. et Onuah F. (2016). « Nigeria's Boko Haram frees 21 kidnapped Chibok girls after 2-1/2 years », Reuters. Repéré au <http://www.reuters.com/article/us-nigeria-security-girls-idUSKCN12D102>.
- 24 Shome, S. (2015, 16 mai). Risk of HIV for women and girls who escaped Boko Haram. Repéré au <http://www.aidsfreeworld.org/Our-Issues/Child-Marriage/Boko-Haram.aspx>.
- 25 Niyi (2016). « 49,000 Children Orphaned In Borno By Boko Haram – Osinbajo », Information Nigeria. Repéré au <http://www.informationng.com/2016/06/49000-children-orphaned-in-borno-by-boko-haram-osinbajo.html>.
- 26 Amnistie internationale (2018). "They Betrayed Us": Women who survive Boko Haram raped, starved and detained in Nigeria. Repéré au <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR4484152018ENGLISH.PDF>.
- 27 Ibid.

